

# Vers un « Conseil de politiques alimentaires » à Montréal ?

Louis Drouin, responsable médical  
Secteur Environnement urbain et santé, DSP

Commission sur le développement social et la  
diversité montréalaise

15 mai 2015

# Plan

---

1. Contexte

2. Qu'est-ce qu'un « CPA »?

3. Pourquoi un « CPA » à Montréal?

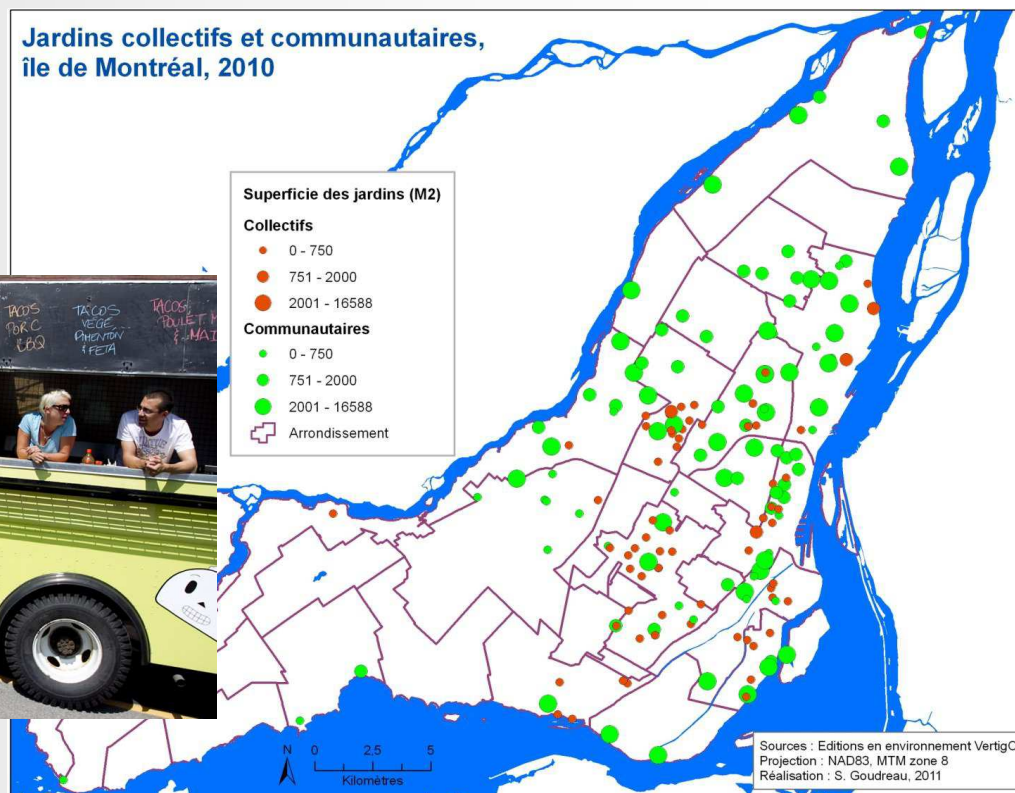
4. Vers un « CPA » à Montréal?



# L'alimentation: un enjeu municipal?

*Le Marché Bonsecours (1847-1963), principal marché public de Montréal et véritable miroir de l'évolution sociale et économique du pays.*

Jardins collectifs et communautaires, île de Montréal, 2010



La zone agricole permanente décrétée par le gouvernement du Québec représente près de **2 000 hectares de terrain**, soit 4 % de l'ensemble du territoire montréalais.

# Contexte historique

## Nourrir Montréal (1990-94)

- Comité de *Vivre Montréal en santé*.
- Fonctionnement assuré par des représentants de la Ville avec un large réseau d'acteurs intersectoriels (santé, éducation, détaillants, OMH, représentants gouvernementaux, acteurs communautaires, syndicats, etc.)



Dossier 10, novembre 2004

## Vers un Conseil de politique alimentaire à Montréal?

Ce dossier des Gestes paraît dans un contexte de grande effervescence pour tout ce qui concerne l'alimentation, tant à Montréal qu'à l'échelle du Canada.

Ici à Montréal c'est surtout l'insécurité alimentaire qui occupe les énergies d'une multitude de groupes communautaires et d'institutions qui tentent de concerner leurs efforts dans les communautés locales. Depuis près de 15 ans, ils sont de plus en plus nombreux à aborder le « problème de la faim » en déployant des stratégies qui se substituent au dépannage. Pour la plupart de ces acteurs, la sécurité alimentaire fait partie d'un combat plus général contre la pauvreté. Les disparités dans l'approvisionnement alimentaire apparaissent aussi de plus en plus clairement et le rôle de l'alimentation comme déterminant de la santé, de mieux en mieux démontré par la recherche, fait régulièrement la une des médias.

Sur la scène canadienne, un réseau pour la sécurité alimentaire (Food Democracy Network) regroupe des acteurs de la société civile. Ce réseau vise entre autres à soutenir, promouvoir et faire connaître des initiatives canadiennes, gouvernementales et non gouvernementales, qui concrétisent les engagements pris par le Canada en adhérant à la Déclaration de Rome lors du Sommet mondial sur l'alimentation en 1996. Des réseaux provinciaux préoccupés par les enjeux alimentaires existent aussi en Colombie-Britannique (BC Food Network), en

Alberta (Growing Food Security in Alberta) et à Terre-Neuve (Food Security Network of Newfoundland and Labrador). Au moins trois villes importantes du pays ont mis en place un Conseil de politique alimentaire : Toronto, Vancouver et Ottawa. Quelques villes se sont dotées d'une Charte de l'alimentation ou ont amorcé des démarches de sensibilisation auprès de leurs élus.

Compte tenu de la nouvelle démarche qui s'est mise en route à Montréal en vue de rassembler les forces du milieu en sécurité alimentaire, il apparaissait intéressant de jeter un regard sur les expériences vécues dans d'autres villes. Celles-ci peuvent en effet nourrir la réflexion sur le rôle et la nature d'une instance montréalaise de même que sur le sens qu'elle voudra se donner en faveur de l'alimentation ou de la sécurité alimentaire.



Le marché public de Trout Lake à Vancouver



# Contexte historique



- Orientation de la DSP et Programme de soutien aux initiatives locales pour améliorer l'accès aux aliments santé dans une perspective de développement durable
- 14 initiatives en cours (dont le projet visant à élaborer une politique alimentaire dans l'arrondissement Ville-Marie).
- Évaluation 2008-2012: Besoin d'arrimage au niveau régional.

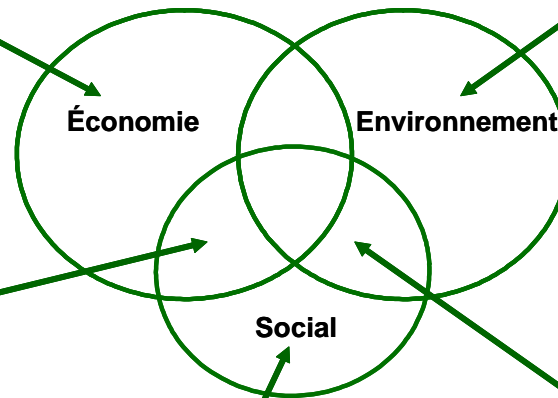
# Un système alimentaire dans une perspective de développement durable

## Vitalité économique

- Diversifier les commerces de proximité;
- Revitaliser les quartiers;
- Soutenir les producteurs locaux;
- Faciliter l'achat d'aliments à coût raisonnable.

## Équité

- Assurer l'accès à des aliments santé de coût raisonnable;
- Assurer l'accès aux ressources conférant des connaissances et des habiletés;
- Développer la solidarité sociale;
- Influencer les politiques.



## Convivialité

- Aménager des espaces publics, des marchés publics;
- Mettre en place des mécanismes de participation citoyenne;
- Organiser des événements de promotion des aliments du quartier.

## Qualité de vie

- Réduire la circulation motorisée;
- Promouvoir la préservation de la qualité des sols;
- Promouvoir l'utilisation responsable de l'eau;
- Promouvoir l'achat local;
- Promouvoir la consommation d'aliments non transformés;
- Implanter des stratégies de réduction des emballages.

## Milieu de vie

- Aménager des pistes cyclables, des voies piétonnières;
- Aménager des espaces verts, des jardins collectifs;
- Embellir des rues commerciales.

Direction de santé publique – Agence de la santé et des services sociaux de Montréal – Mars 2008

Centre intégré  
universitaire de santé  
et de services sociaux  
du Centre-Est-de-  
l'Île-de-Montréal

Québec 

# Contexte historique

- Consultation publique sur l'état de situation de l'agriculture urbaine (2012): enjeu de gouvernance régionale soulevé.
- SAM 2025: Plan de développement d'un système alimentaire équitable et durable de la collectivité montréalaise mené par la CRÉ (2014)

En 2025, toutes les citoyennes et tous les citoyens de l'île de Montréal ont accès à une saine alimentation diversifiée, de proximité et abordable dans une perspective de développement durable.

## ORIENTATION 3

Favoriser l'accès à une saine alimentation

## ORIENTATION 4

Promouvoir la saine alimentation

## ORIENTATION 2

Réduire l'empreinte écologique du système alimentaire

## ORIENTATION 1

Enrichir l'offre alimentaire montréalaise

## ORIENTATION 5

Renforcer le maillage régional



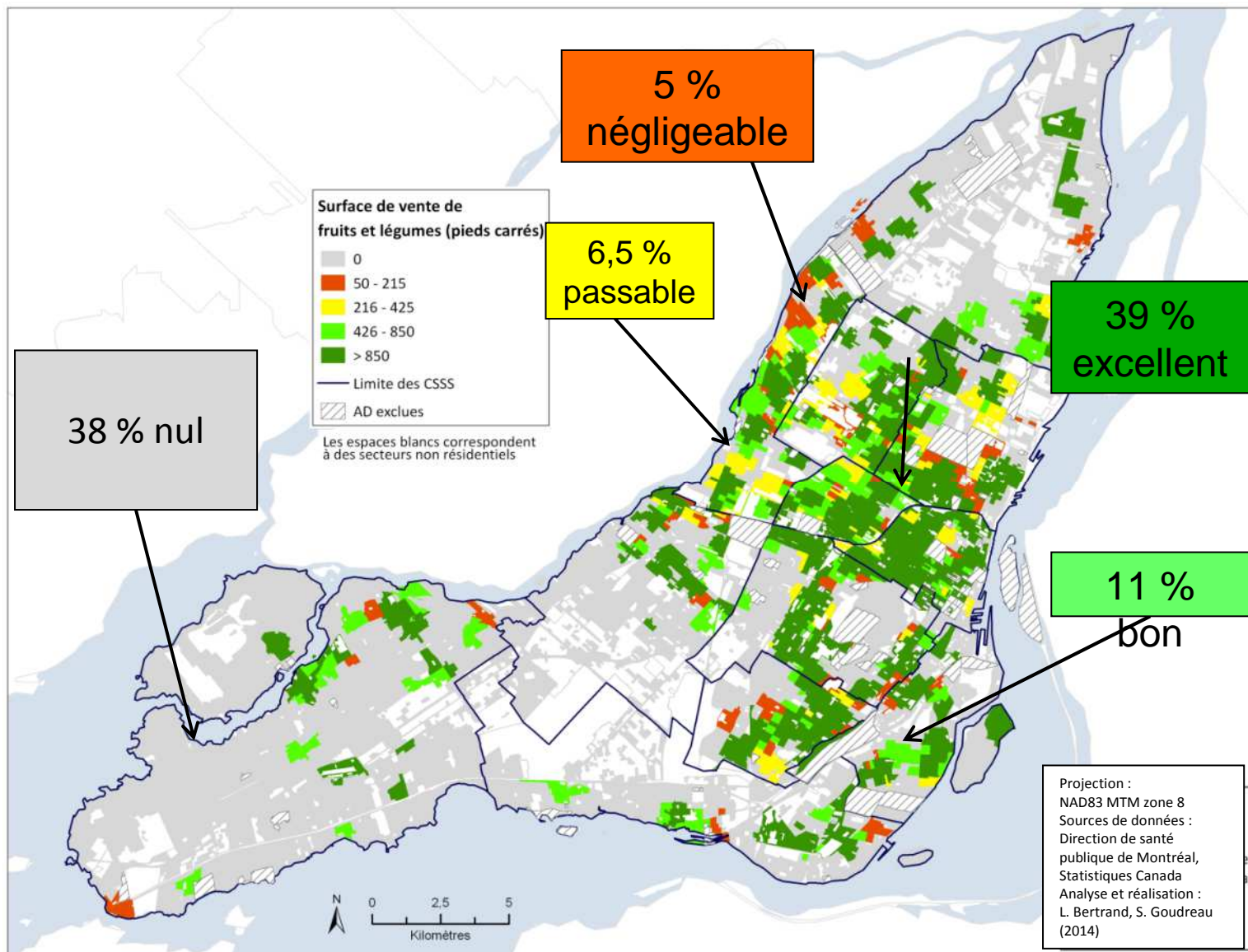
# Contexte: Quelques données

---

- 3 montréalais sur 5 ne consomment pas assez de fruits et légumes, soit au moins 5 fois par jour (DSP, 2012)
- 43 % de la population a un accès nul ou négligeable à des fruits et légumes frais sur une distance de marche (DSP, 2013)
- Coût du panier à provisions nutritif : 8,30\$ par personne par jour (Dispensaire diététique de Montréal, janvier 2015)
- 18% des ménages montréalais disent avoir manqué ou avoir eu peur de manquer de nourriture à cause d'un manque d'argent (INSPQ, 2013)



# Accès aux fruits et légumes frais, sur 500 m, par aire de diffusion, île de Montréal, 2010



# Qu'est-ce qu'un « CPA »?

Instance composée de représentants issus des différentes composantes du système alimentaire (incluant les divers services municipaux) qui formulent les enjeux et les objectifs inhérents au système alimentaire et conviennent de stratégies communes pour atteindre ces objectifs.

CPA = Catalyseur de l'action.

# Qu'est-ce qu'un « CPA »?

## Rôles et activités:

- Facilite le réseautage, la concertation et la collaboration entre les acteurs du système alimentaire (« link and engage »)
- Permet l'intégration de la vision du CPA dans la planification municipale (révision des réglementations en ce sens)
- Donne des avis et du soutien (expertise) pour le développement de politiques et de programmes (innovation)
  - Améliore la coordination entre les politiques ou programmes existants
- Exerce des activités d'influence sur les enjeux du système alimentaire
- Réalise des stratégies alimentaires ou des plans d'action concertés
- Assure le suivi d'implantation des actions, évalue le progrès (indicateurs) et mesure les retombées
- Effectue des recherches

# Qu'est-ce qu'un « CPA »?

- Différents modèles de gouvernance:
  - Partie intégrante du gouvernement
  - Fonctionnement indépendant (OBNL)
  - Statut hybride en rendant des comptes à la fois au gouvernement et aux organismes partenaires



# Qu'est-ce qu'un « CPA »?

## Facteurs de succès:

- Approche fondée sur le système alimentaire (vision globale de l'alimentation)
- Vision clair du mandat du CPA
- Modèle hybride = structure privilégiée car il y a un heureux mélange de ressources et d'expertise issues des municipalités et de la société civile
- Bien définir la composition et les rôles des membres
- Assurer un leadership (élu dédié)
- Avoir les ressources humaines et financières nécessaires (soutien actif du personnel municipal)
- Mener une démarche structurée: analyse des besoins, élaboration d'une stratégie alimentaire municipale ou d'un plan d'action, suivi et évaluation

# Pourquoi un « CPA » à Montréal?

- L'alimentation, un ingrédient essentiel à la santé, à la vitalité et au développement durable de Montréal
- Accroître la cohérence et la coordination des actions liées à l'alimentation à Montréal, ex: « Cultiver L'Espoir »
- Importance des politiques publiques:

*« les choix faits par une autorité gouvernementale (provinciale, régionale ou municipale) dans le but de régler un problème public. Les politiques se traduisent généralement par des mesures ou des instruments (lois, règlements, subventions, etc.) ou par des stratégies, programmes, projets ».*

## Toile causale des facteurs influençant la problématique du poids\*

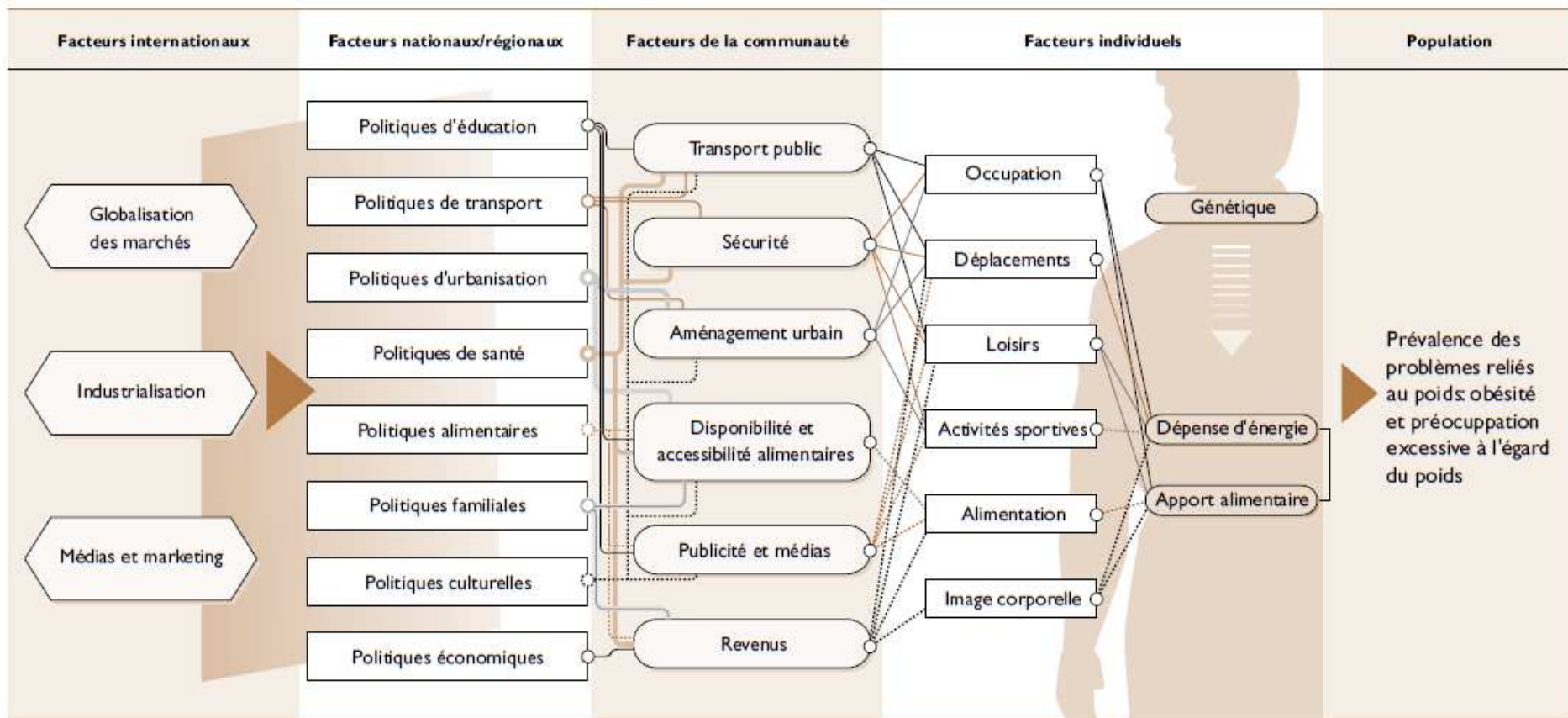


Figure 4 – Facteurs politiques, socioculturels, économiques et personnels qui influencent directement ou indirectement les problèmes liés au poids\* (problèmes liés au poids : obésité et préoccupation excessive à l'égard du poids)<sup>64</sup>.  
Traduit et adapté par Ritenbaugh C., Kumanyika S., Morabia A., Jeffery R., et Antipatis V., IOTF 1999.

# Leviers municipaux liés à l'alimentation

- Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la CMM (PMAD), 2011
- Plan de développement de Montréal, 2013
- Schéma d'aménagement et de développement pour l'agglomération de Montréal (SAD), 2014
- Plan de développement de la zone agricole (PDZA)
- Plans d'urbanisme et règlements
- Plan de développement durable de la collectivité montréalaise, 2010
- Démarches de revitalisation urbaine intégrée
- Politiques sur les saines habitudes de vie
- Politiques familiales
- Comité de travail permanent de la Ville sur l'agriculture urbaine, 2013
- Corporation de gestion des marchés publics de Montréal, 1993
- etc...



# Pour s'inspirer: Toronto Food Policy Council

Initié en 1991 par des groupes communautaires activistes (avec l'appui de conseillers municipaux progressistes, dont Jack Layton), rattaché au Département municipal de santé.

- Adoption d'un règlement pour interdire l'installation de commerces de restaurations rapides avec services à l'auto à proximité des zones résidentielles (2002)
- Étude géomatique « Healthy food retail mapping » (2003)
- Production de documents de références
- Participation à de nombreuses consultations publiques (mémoires et avis)
- Expertise-conseil pour intégrer l'alimentation au plan d'urbanisme
- Démarche pour rapprocher les producteurs agricoles des clients potentiels pour s'approvisionner localement (\$2.2 million food expenditure across 3 City Divisions)
- Toronto Food Strategy (2010)
- Plan d'action en agriculture urbaine et Golden Horseshoe Food and Farming Action Plan (2012)
- Mobile good food market , Stratégie de réduction du gaspillage alimentaire
- Student nutrition programs, Toronto Youth Food Policy Council, etc,...

# Toronto's food policy history



## Ottawa Charter (1986)



(1991)

## Toronto Food Charter (2001)

**Toronto's Food Charter**

*In 1976, Canada signed the United Nations Covenant on Social, Economic and Cultural Rights, which includes "the fundamental right of everyone to be free from hunger." The City of Toronto supports our national commitment to food security, and the following beliefs:*

*Every Toronto resident should have access to an adequate supply of nutritious, affordable and culturally-appropriate food.*

*Food security contributes to the health and well-being of residents while reducing their need for medical care.*

*Food is central to Toronto's economy, and the commitment to food security can strengthen the food sector's growth and development.*

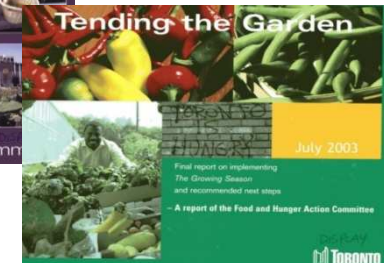
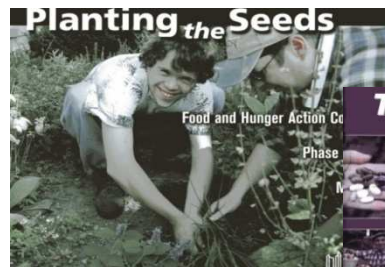
*Food brings people together in celebrations of community and diversity and is an important part of the city's culture.*

**Therefore, to promote food security, Toronto City Council will:**

- champion the right of all residents to adequate amounts of safe, nutritious, culturally-acceptable food without the need to resort to emergency food providers
- advocate for income, employment, housing, and transportation policies that support secure and dignified access to the food people need
- support events highlighting the city's diverse and multicultural food traditions
- promote food safety programs and services
- sponsor nutrition programs and services that promote healthy growth and help prevent diet-related diseases
- ensure convenient access to an affordable range of healthy foods in city facilities
- adopt food purchasing practices that serve as a model of health, social and environmental responsibility
- partner with community, cooperative, business and government organizations to increase the availability of healthy foods
- encourage community gardens that increase food self-reliance, improve fitness, contribute to a cleaner environment, and enhance community development
- protect local agricultural lands and support urban agriculture
- encourage the recycling of organic materials that nurture soil fertility
- foster a civic culture that inspires all Toronto residents and all city departments to support food programs that provide cultural, social, economic and health benefits
- work with community agencies, residents' groups, businesses and other levels of government to achieve these goals.

TORONTO

## Food & Hunger Action Committee (1999-2003)



**Cultivating Food Connections:**

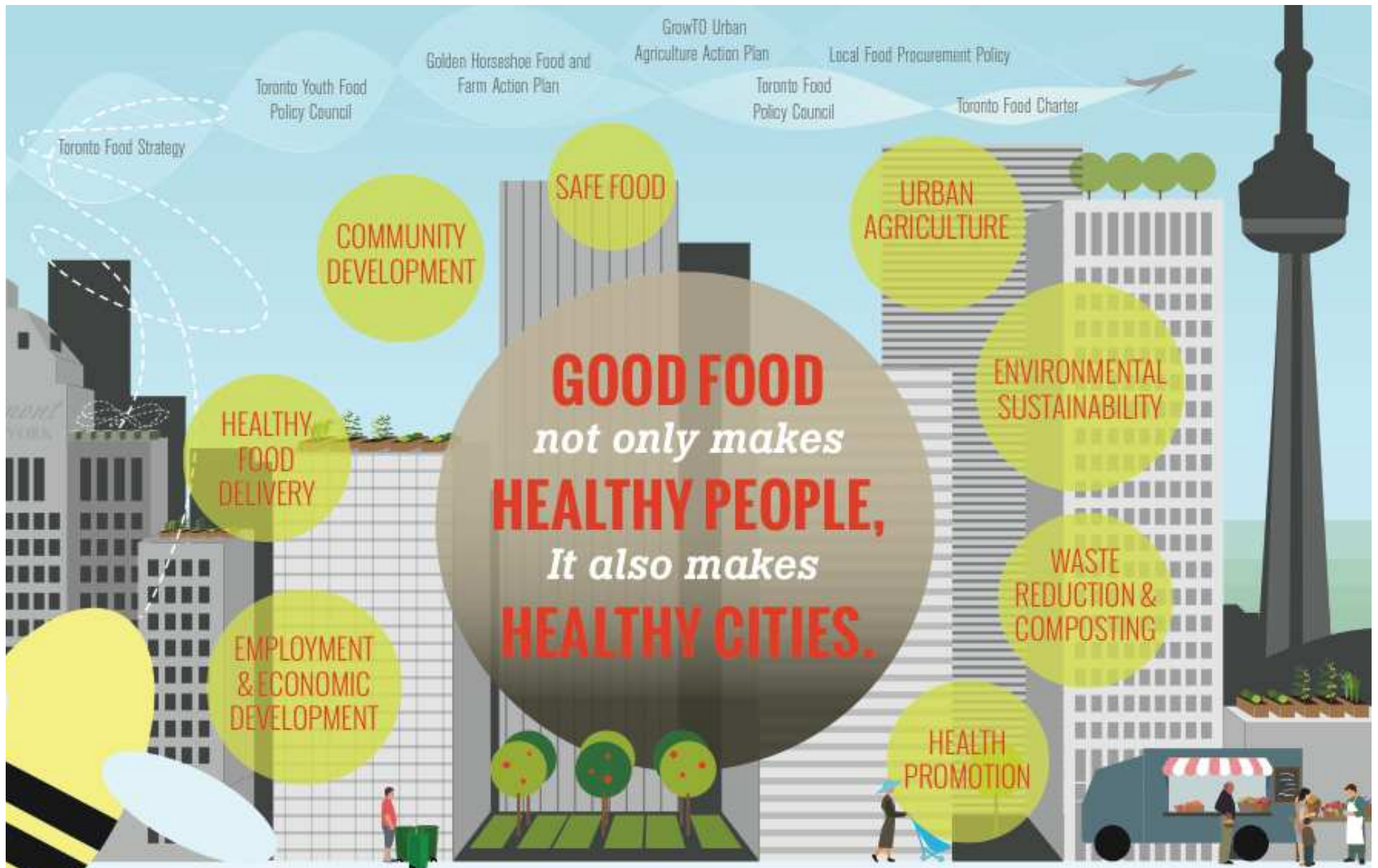
**Toward a Healthy and Sustainable Food System for Toronto**

May 2010

TORONTO Public Health

## Toronto Food Strategy (2010)

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Est-de-l'île-de-Montréal  
 Québec



**Instead of asking what the city can do for food, ask what food can do for the city.**

# Pour s'inspirer: Vancouver Food Policy Council

---

## CPA mis sur pied en 2003 par la Ville:

- Guidelines for urban beekeeping (2005)
- Vancouver Food Charter (2007)
- Urban agriculture design guidelines for the private realm (2009)
- City grants for urban agriculture and neighbourhood food networks (2009-2011)
- 2010 Garden Plots by 2010 Initiative (2010)
- Guidelines for keeping backyard hens (2010)
- Food scraps collection program (2010)
- Intermit Farmers Market policy (2010)
- Street food program expansion (2010-2012)
- Greenest City Action Plan Local Food Area (2011)
- Grant to support urban farming (2011)
- Consultation "Talk food with us » impliquant 2200 citoyens (2012)
- Vancouver Food Strategy : 5 objectifs et 71 actions (2013)



# Pour s'inspirer: Edmonton Food Policy Council

---

CPA mis sur pied par la ville en 2013, pour soutenir l'implantation de *Food and Urban Agriculture Strategy (FRESH)* élaborée en 2012:

- Intégration de l'agriculture urbaine dans les règlements de zonage de la Ville
- Partenariat avec le gouvernement provincial (Alberta Agriculture and Rural Development) pour soutenir le développement de marchés publics
- Plan de communication via un site web et les médias sociaux
- Création d'une plateforme alimentaire avec des cuisines commerciales
- Infrastructure de marché d'entreposage/stockage
- Politique d'achats alimentaires locaux
- Nouvelle infrastructure de marché alimentaire mobile, de vente au détail et de restauration

# Pour s'inspirer: San Francisco Food Policy Council

CPA mis sur pied par la ville en 2009 - Plan d'action précisant les rôles et responsabilités de chaque département de la ville:

- Coordination des actions en agriculture urbaine (et bonification du financement)
  - Audit pour évaluer les terres propices à des fins agricoles (13 retenus pour jardins);
  - Formation d'une nouvelle instance : San Francisco Urban Agriculture Alliance)
  - Réglementation municipale permettant la création et le maintien de jardins (ex: sur les toits)
  - Financement pour accès à l'eau et incitatifs pour produire sur des terrains vacants.
  - Première ville américaine à offrir un rabais de taxes municipales aux propriétaires qui dédient leur terrain à l'agriculture urbaine pendant au moins 5 ans (2014).
- Permis accordé aux cantines mobiles offrant une alimentation saine et locale (dépt TP)
- Prolongation du bail du San Francisco Wholesale Produce Market (et expansion)
- Encadrement de l'offre dans les installations municipales (critères nutritionnels)
- Ajout d'exigences à l'égard d'une alimentation saine et durable dans les contrats avec fournisseurs des installations municipales
- Programme de reconnaissance en développement durable pour les entreprises alimentaires
- Incitatifs et soutien technique aux commerces alimentaires (+nouveau supermarché)
- Plan d'action pour l'approvisionnement alimentaire local et durable
- Représentation pour augmenter le financement dédié aux repas scolaires

## De nombreuses actions en cours à Montréal

Le soutien aux organismes oeuvrant en matière de sécurité alimentaire auprès de personnes démunies est estimé à **10,5 millions de dollars annuellement**. Ce montant exclut les mesures alimentaires en milieu scolaire et le soutien de nombreuses fondations privées:

- Centraide soutient une vingtaine d'organismes dont la mission est liée à la sécurité alimentaire (3,2 M\$ en 2011-2012).
- Le PSOC soutient la mission de 48 organismes de la catégorie « Personnes démunies » œuvrant en sécurité alimentaire (2,8 M\$ en 2011-2012) et la mission de 26 organismes offrant des services de popotes roulantes (2,8 M\$ en 2011-2012).
- Dans le cadre de l'entente entre le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 65 organismes ont reçu un soutien de la Ville ou d'un arrondissement pour des projets liés à la sécurité alimentaire (1,4 M\$ en 2012).

# De nombreuses actions en cours à Montréal



## UNE REVITALISATION URBAINE FAVORABLE À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Mémoire concernant le Programme Particulier d'Urbanisme de Sainte-Marie  
dans le cadre de la consultation publique de mai 2011

Présenté par le Marché solidaire Frontenac  
26 mai 2011



## Un nouveau jardin communautaire sur les terrains de l'Institut universitaire en santé mentale



Règlement 01-275-61 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275) afin d'autoriser la vente et l'étalage de produits agroalimentaires dans les secteurs de la catégorie E.2(1) situés à l'est de la rue Dickson et de son prolongement – 1101462004

# De nombreuses actions en cours à Montréal

## La STM annonce la création de la ligne 71 – Du Centre

« Fruit d'une collaboration avec l'arrondissement du Sud-Ouest et Action gardien, la table de concertation communautaire du quartier, la ligne 71 – Du Centre offrira un service accru entre les arrondissements du Sud-Ouest et de Verdun. Elle vient répondre aux besoins du milieu, soit desservir les principaux lieux d'intérêts du secteur : la rue du Centre, **les grands marchés d'alimentation (Marché Atwater, Super C Atwater, Maxi Verdun)**, les écoles et services communautaires. »



**ES-TU WELLING?**

**ACTIVITÉ DE LANCEMENT**  
**SAMEDI LE 23 AOÛT**  
**de 10h à 13h**

*La rue Wellington s'active avec vous !*

**10h : RENDEZ-VOUS AU COIN DE WELLINGTON ET FORTUNE**

- ▶ Visite guidée de la rue
- ▶ BBQ et musique
- ▶ Ouverture du Café Boutique de Partageons l'espoir

**CETTE ACTIVITÉ A LIEU BEAU TEMPS OU MAUVAIS TEMPS!  
BIENVENUE À TOUTES ET TOUS! GRATUIT !**

 Table de concertation Action-Gardien - Comité artères solidaires  
**Infos: 514-509-0795 [actiongardien.org](http://actiongardien.org)**



# Un menu santé sans gras trans à l'aréna Raymond-Bourque

**24 octobre 2008**

**Montréal, le 24 octobre 2008** - Dans le cadre du plan d'action 2008-2010 de sa Politique familiale, l'arrondissement de Saint-Laurent a octroyé en juillet dernier un contrat de trois ans aux Services alimentaires Laniel St-Laurent inc. pour l'exploitation du casse-croûte et des distributeurs automatiques à l'aréna Raymond-Bourque. L'octroi de ce contrat visait à effectuer un virage santé à l'aréna afin d'y proposer un menu varié privilégiant les aliments offrant une bonne valeur nutritive. C'est maintenant chose faite puisque, depuis la mi-septembre, celui-ci exclut dorénavant les fritures et les charcuteries de même que tout gras trans pour faire place à des aliments plus sains, dont des soupes, des sandwiches, des jus et autres. Mêmes les machines distributrices offrent des collations santé comme des croustilles cuites au four sans gras trans. Ainsi, l'aréna Raymond-Bourque devient l'un des premiers arénas au Québec considéré 100 % santé selon les critères du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. « Même si la politique ministérielle ne s'applique officiellement qu'aux établissements scolaires, nous avons décidé d'y adhérer en insistant pour que nos installations sportives suivent cette même réglementation en ce qui a trait aux produits alimentaires », a déclaré le maire de Saint-Laurent, Alan DeSousa lors de l'ouverture officielle le 22 octobre dernier. « Nous avons travaillé conjointement avec des nutritionnistes afin de garantir la qualité des repas et des collations servis dans l'aréna. Nous croyons que cette initiative répondra à un besoin existant de la population laurentienne. »

« En tant que parents, nous sommes attentifs au type d'alimentation présenté à nos enfants et préoccupés par les ingrédients compris dans les produits alimentaires offerts dans les écoles et dans les installations sportives » a ajouté le président du Club de patinage artistique de Saint-Laurent, Étienne Bouillère. Par conséquent, nous appuyons cette initiative prise par les membres du conseil de Saint-Laurent qui rejoint notre désir d'offrir un avenir en santé non seulement pour nos jeunes, mais aussi pour leurs familles. »

## **D'autres projets liés à la Politique familiale**

Rappelons que le plan d'action de la Politique familiale découle du vaste exercice de planification stratégique entrepris par Saint-Laurent il y a deux ans afin de dégager les orientations permettant d'améliorer l'offre de services. De tous les projets liés à cet exercice, celui dédié à la Politique familiale est certainement l'un de ceux qui ont connu le plus de développements jusqu'à maintenant. Pensons, par exemple, aux investissements majeurs qui sont en cours dans différents parcs de la communauté et qui se poursuivront jusqu'au printemps. À ceci s'ajoutent également d'autres projets dont l'ouverture de la coop Concorde et l'aménagement d'un jardin communautaire du côté de Place Benoit, la bonification du programme d'encadrement Ado de St-Lo cet été et l'ouverture d'un local à l'usage des familles au Centre des loisirs.

# Vers un CPA à Montréal?

## Acquis du SAM

- 35 partenaires intersectoriels
- Soutien prévu au plan d'action TIR pour « gouvernance régionale »
- Pérennité?: Abolition de la CRÉ et fin du financement de Québec en  
Forme

## Intégration/Arrimage du Comité permanent sur l'agriculture

## Conseil pour l'agglomération (vs Ville)

## Élu dédié

## Des CPA au niveau des arrondissements?